

Pourquoi La mer Noire est stratégique pour l'Europe

Autor(en): **Dupuy, Emmanuel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2021)**

Heft 5

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-977710>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Un bombardier Su-24 à pleine vitesse et à très basse altitude frôle un destroyer britannique, créant un incident diplomatique. A un certain moment, la Russie aurait été accusée d'avoir effectué des tirs de semonce.

International

Pourquoi La mer Noire est stratégique pour l'Europe

Emmanuel Dupuy

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

Depuis une quinzaine d'année, près de 80% de la population géorgienne est convaincue que l'avenir du pays réside dans l'Union Européenne.

La réciprocité est, hélas, nettement moins évidente. Pourtant, à l'aune des crises en Ukraine, en 2014, du conflit de septembre-novembre dernier au Haut-Karabakh, entre Arménie et Azerbaïdjan et les soubresauts politiques des derniers jours à Erevan, l'Europe dispose, dans la région de partenaires engagés au profit de la sécurité des Européens.

Avec la création du Partenariat oriental, en mai 2009, dans le cadre de la politique européenne

de voisinage, l'autonomie stratégique de l'UE, régulièrement revendiquée par Emmanuel Macron, passe indéniablement par un partenariat privilégié avec la Géorgie. Ne serait-ce qu'à travers l'évidente quête de l'indépendance ou de la recherche de la moindre dépendance énergétique européenne.

Il en va, ainsi de la mise en place effective, depuis mai-juin 2018, du *Southern Gaz Corridor*, connectant Bakou, à Ceyhan en Turquie, en passant par Tbilissi, à travers le gazoduc *Trans-Anatolian Pipeline (TANAP)* désormais étendu aux Balkans occidentaux et *de facto* l'Europe, à travers le *Trans-Adriatic Pipeline (TAP)*.

Le DDG 78, USS Porter, est un destroyer lance-missiles de la classe Alreigh Burke capable d'emporter plus de 96 engins guidés dans des lanceurs verticaux (VLS). Plus de 120 de ces bâtiments ont été construits. Ils font partie de l'architecture du parapluie anti-missile balistique américain. Ce navire est ici photographié lors de manoeuvres avec la Marine ukrainienne. Photo © US Navy.



La perspective de l'interconnexion entre mer Noire et mer Caspienne, via le futur *Trans-Caspian Pipeline*, via la signature d'un accord entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan conforte l'intérêt des Européens pour la région où transitent trois millions de barils/jour de pétrole et où se situent, pas moins de, huit gazoducs connectés à l'Europe.

La dimension géoéconomique est importante, mais elle n'est pas la seule raison du regain d'intérêt pour la zone mer Noire-Caspienne.

Quiconque s'est rendu en Géorgie, depuis le conflit avec la Russie en 2008, est saisi par l'engouement convergent des citoyens géorgiens et de la quasi-totalité de leurs dirigeants pour le modèle européen. Pas un seul drapeau géorgien qui ne flotte côte à côte, sans son binôme, drapeau de l'UE aux douze étoiles.

Cette envie forte d'Europe sur le plan culturel, social, économique et diplomatique n'a d'ailleurs d'égale que l'appétence de la Géorgie pour la garantie de sécurité collective qu'offre l'Alliance Atlantique. Tbilissi ne cesse

de renouveler, depuis 2008, sa demande d'adhésion à l'OTAN.

L'affirmation du destin européen de la Géorgie n'est pas nouvelle. Il semble s'être définitivement ancré dans le paysage politique géorgien, comme le scrutin d'octobre et novembre dernier est venu le confirmer. C'est le dernier rappel des nombreux efforts réalisés par le pays pour se rapprocher de ses voisins occidentaux.

Ce scrutin, caractérisé par la concomitance de l'impact de la pandémie et du conflit opposant militairement deux de ses voisins frontaliers - Arménie et Azerbaïdjan - aura aussi mis en exergue singulièrement le souhait de stabilité attendue dans le pays.

La « retraite » politique du *Deus ex machina* du paysage politique géorgien, Bidzina Ivanichvili, qui fut Premier ministre (octobre 2012 et novembre 2013) et qui a renoncé, le 11 janvier dernier à la présidence du parti du *Rêve géorgien*, qui avait pourtant remporté les dernières élections législatives, vient ainsi corroborer une certaine

traser[®]
swiss **H3** watches

Retour aux sources : la nouvelle P69 Black Stealth signée traser swiss H3 watches

Impitoyable et sans compromis : un camarade à toute épreuve





forme de maturité politique. Bidzina Ivanichvili a réussi, malgré les critiques, à mettre la Géorgie sur la voie de la croissance, focalisant ainsi la discussion politique sur le choix entre deux visions sociétales pour la Géorgie.

En effet, tous les voyants économiques sont au vert. La croissance annuelle avoisine désormais les 4,5 %, avec 15,5 milliards de dollars de PIB et quelque 4'000 dollars de PIB nominal. La Banque mondiale, qui s'approche de son 25^e anniversaire du partenariat avec la Géorgie, est venue rappeler, que la réduction continue du taux de pauvreté, qui, avoisinant les 32,5 % des quelques 3,7 millions de Géorgiens, en 2006 est tombé à 16,3 % en 2019.

L'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) signé entre l'Union européenne et la Géorgie, le 27 juin 2014, et entré en vigueur le 1^{er} juillet 2016, est venu également confirmer que la Géorgie fait désormais figure de bon élève de la nouvelle politique européenne de voisinage, rénovée en novembre 2015 et du Partenariat oriental, qui a fêté, en mai dernier, son dixième anniversaire.

Alors que les débats actuels, dans les capitales européennes, portent désormais sur la capacité réelle de l'UE à s'élargir, notamment en direction de son Sud-est, l'UE reste encore trop l'otage et la victime d'un divorce forcé et prolongé par et avec la Grande-Bretagne. A contrario, l'ALECA conforte ainsi la « patience » des Géorgiens vis-à-vis de l'adhésion de leur pays à l'UE et à l'OTAN.

La contribution de la Géorgie en matière de défense à hauteur de 2 % de son PIB, est un précieux allié pour l'Alliance Atlantique et l'Union européenne. En témoignent les engagements de Tbilissi en Afghanistan et en Irak - aux côtés des Etats-Unis et de l'Otan depuis

maintenant vingt ans -, toute comme celui, depuis 2014, celui des troupes géorgiennes aux côtés des soldats française et européens en République centrafricaine et au Mali.

Il en va de même, du reste avec l'investissement du pays dans le domaine de la cyber-défense, face aux nombreuses menaces et attaques hybrides émanant de son voisin septentrional dont elle a, à faire face régulièrement, sont ainsi de précieux atouts dont l'Europe devrait saisir l'opportunité.

Nul doute que la présidence française de l'UE, lors du premier semestre 2022, serait l'occasion idoine d'envisager des coopérations stratégiques dans ce cadre. C'est, en effet, ce pragmatisme géopolitique que nous devrions écouter davantage, qui devrait trouver, aussi, un écho particulier, au sein du Conseil de l'Europe, que la Géorgie a présidé durant le premier semestre 2020 jusqu'à mai dernier, soit en pleine pandémie.

Les progrès croissants de la Géorgie sur plusieurs mesures internationales et indépendantes semblent ainsi mettre en porte à faux le récit communément acquis comme tel selon lequel l'ancien premier ministre, Bidzina Ivanishvili, désormais pleinement engagé dans le cadre de sa fondation Cartu, et le parti du *Rêve Géorgien* rétrogradaient d'une manière ou d'une autre sur l'engagement de la Géorgie envers l'Europe. Projet que le nouveau gouvernement géorgien, sous l'égide d'Irakli Gharibachvili, s'attelle rapidement à porter.

E. D.